

être capables de survivre. Il savait ce qu'il faisait. Son but n'était pas de défendre les conditions de travail de ses membres, ce n'était pas d'expliquer à ses membres le fondement même de ses demandes, non. C'était de dire: Moi, Bean, je vais contester le Budget du gouvernement canadien parce que le parti néo-démocrate n'est pas d'accord avec ce Budget, et parce que c'est moi qui conseille le NPD. Mais il a oublié qu'il prenait aussi en otage d'autres confrères. Souvent, quand j'entends parler M. Bean de solidarité, que c'est très important la solidarité, M. Bean est-il capable de m'expliquer jusqu'à quel point il est solidaire des travailleurs syndiqués qui présentement sont mis temporairement à pied, en attendant que les pièces puissent traverser la frontière pour que ces individus-là puissent travailler? Il est solidaire? Est-ce que M. Bean, dans son comportement est solidaire des employés dans mon comté qui ont des difficultés à tous les jours pour essayer de sauver leurs industries? Domtar, Donnacona.

On a perdu le 2 août dernier, cela ne fait pas un siècle, cela fait à peine un mois, 135 emplois, à la Domtar, division des planches isolantes. On a annoncé 50 nouvelles mises à pied d'ici le 1^{er} janvier, additionnées au 53 autres qui avaient déjà été annoncées, et une trentaine d'autres qui avaient été annoncées au début de décembre dernier dans l'usine de pâtes et papiers qui est juste à côté de Domtar, aussi.

J'ai rencontré les représentants des employés, j'ai discuté avec les employés de cette usine-là, j'ai parlé avec les directeurs d'usines. Ils ne savent pas si le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet de l'an prochain l'usine va exister. Vous vous imaginez qu'ils n'ont pas de stress ces gens-là? Vous vous imaginez que la première pensée qu'ils ont en se levant le matin c'est de s'inquiéter à savoir si les fonctionnaires vont perdre leur sécurité d'emploi alors qu'ils savent que les fonctionnaires ne peuvent pas perdre leur sécurité d'emploi, parce que le gouvernement, lui, ne peut pas faire faillite.

Ce sont les seules personnes dans le pays, les serviteurs du peuple qui ont une sécurité mur à mur, parce qu'ils travaillent pour un organisme qui ne peut pas faire faillite. Un gouvernement provincial ne peut pas faire faillite. Je n'ai pas encore vu de villes qui ont fait faillite. Mais tous les autres qui font vivre le système, tous les autres qui paient ces salaires-là, eux n'ont pas de sécurité. Ils auront beau avoir une convention collective d'un pied d'épais, le matin que l'usine n'est plus compétitive, le matin que l'entreprise n'est plus capable de vendre ses produits, le boss n'a plus de job et les employés non plus, et tout le monde est dans la rue, et ils sont tous au bureau de l'assurance-chômage. Sauf qu'aujourd'hui le bureau est fermé.

Initiatives ministérielles

Pourtant ces services-là ils se les ont payés, monsieur le Président. Ces services-là ces gens-là se les ont payés! Ils ont accepté de donner des conventions de travail, des conditions de travail et des salaires nettement supérieurs à ceux qu'ils se paient dans la majorité des cas. La preuve, monsieur le Président, c'est que le salaire moyen d'un Canadien est de 27 400 \$ par année. Le salaire moyen d'un serviteur du peuple au Canada, c'est 33 500 \$. On a dit oui, mais on a prévu des services essentiels. Quand j'entends ça, cela me fait bien rigoler, les services essentiels. Pourquoi un gouvernement mettrait-il en place des services qui ne seraient pas au départ essentiels? Il faut qu'on en vienne à définir l'essentiel de l'essentiel. Les contrôleurs aériens, c'est essentiel dans un pays. Êtes-vous capables de me définir c'est quoi le service essentiel dans le contrôle aérien? C'est quoi le service essentiel dans le contrôle de la qualité des viandes? Si on avait besoin de dix inspecteurs dans un service essentiel, bien pourquoi en a-t-on des centaines? Je présume que si on en a des centaines, c'est parce qu'ils sont tous essentiels. Je ne pense pas qu'on embauche des gens dans la Fonction publique pour le plaisir d'embaucher du monde. On les embauche parce qu'ils sont essentiels, pour donner les services pour lesquels la population se «serre la ceinture», en autant qu'ils aient encore une ceinture. Puis je peux vous dire que dans mon coin de pays, il y en a plusieurs qui viennent de perdre leur ceinture.

• (1600)

Dans *Le Soleil* d'hier, on parlait de 609 500 assistés sociaux au Québec. Ils ne sont plus sur le chômage eux autres, ils sont rendus au dernier recours. C'est à ces gens-là qu'on va demander de l'argent pour augmenter les salaires des serviteurs du peuple? Je ne suis pas sûr que c'est à eux autres qu'on va demander cela, moi.

Et dans le même article, on fait mention qu'en Ontario on se dirige, d'ici à la fin de l'année, vers un million de gens qui seront rendus sur le dernier secours aussi, l'assistance sociale. Ce n'est sûrement pas à eux autres qu'on va demander de l'aide. Est-ce que ce sont les 1 200 000 chômeurs qui touchent des prestations d'assurance-chômage, ou qui attendent que les bureaux rouvrent pour obtenir les services pour lesquels ils ont payé depuis des années, qui vont être capables, qui vont avoir les moyens de supporter?

La loyale opposition de Sa Majesté n'a pas parlé de cela. Bien non. Ils ont parlé de quelle façon le gouvernement maltraitait les employés de l'État, mais ils n'ont pas parlé de ceux par exemple qui sont pris en otage aujourd'hui. Et cela n'est pas correct.

En ce qui touche les services essentiels, tous les services d'un gouvernement sont essentiels, à quelque palier que ce soit. Dans une municipalité, lorsqu'il y a un service d'incendie, c'est parce qu'il est essentiel. S'il y a un